Comment mettre la culture au service de l'accueil des migrants ?

Luc Gruson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3826>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3826

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2017

Pagination : 170-179

ISBN : 978-2-919040-37-7

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Luc Gruson, « Comment mettre la culture au service de l'accueil des migrants ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1316 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 17 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3826> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3826>

Palais de la Porte Dorée © EPPPD- Musée national
de l'histoire de l'immigration - Aquarium tropical

COMMENT METTRE LA CULTURE AU SERVICE DE L'ACCUEIL DES MIGRANTS ?

*par LUC GRUSON, ancien directeur général de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration,
chargé d'une mission sur l'accueil des migrants au ministère de la Culture et de la Communication.*

Alors que ce que l'on nomme communément la « crise des réfugiés » touche de plein fouet l'Europe et sa cohésion, alors que la perception de l'immigration par les opinions publiques pousse à remettre en cause certains droits acquis, il n'est pas inutile de s'interroger sur la responsabilité des acteurs culturels et des artistes dans l'élaboration des réponses à apporter à ces défis sans précédent depuis 1945. Au-delà du rôle de la culture dans l'élaboration d'une société commune et apaisée, peut-on envisager également la question des migrants du point de vue des droits culturels ? En France, il est important de se demander en préliminaire si on peut vraiment parler d'une crise des réfugiés. L'afflux, certes en hausse, de demandeurs d'asile est loin d'atteindre les niveaux observés dans beaucoup d'autres pays et, à part à Calais, la situation est restée largement maîtrisée. Aussi, avant d'aller plus loin, il est indispensable de rappeler la singularité de notre pays : la France est le seul pays d'Europe à avoir été depuis deux siècles un pays d'immigration plutôt que d'émigration. Malgré cette longue tradition, elle peine aujourd'hui à accueillir de nouveaux migrants ou réfugiés sur son territoire alors que les flux migratoires y sont, plus qu'ailleurs, maîtrisés et modestes en valeur absolue..

Un rapide cadrage historique

Si la France est un grand pays d'immigration, avec un quart de ses habitants qui ont au moins un grand-parent étranger, c'est aussi l'un des seuls pays d'Europe dont la population continue de croître, « *l'accroissement naturel*¹ » étant deux fois plus important que le solde migratoire. Mais les flux sont modestes et relativement constants sur la longue période : la moyenne de l'immigration

régulière ces dernières années est de 200 000 personnes par an environ. Ces flux sont relativement stables et fondés principalement sur l'exercice d'un droit (droit d'asile, regroupement familial, conjoints de français...). La France est l'avant-dernier pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (devant le Japon) pour le flux d'immigration annuel.

On peut ainsi en déduire que cette réalité statistique de l'immigration ne correspond pas aux représentations que s'en fait l'opinion : les pays d'origine des immigrés en France sont redevenus principalement européens (46 % des immigrés entrés en France en 2012, le Portugal étant redevenu le premier pays d'origine). La population des primo-arrivants est jeune (âge moyen 26 ans) et plutôt diplômée (73 % des immigrants ont un diplôme, 39 % un niveau d'études supérieur)². Concernant l'accueil des réfugiés, le chiffre est en augmentation mais reste modeste : la France a accueilli 19 000 réfugiés en 2015 (+34 % en un an) par rapport à un nombre de demandes d'asile s'élevant à 80 000 (+20 % en un an). À cette même époque, le nombre total de réfugiés séjournant en France s'élève à 200 000 environ (Office français de protection des réfugiés et apatrides, Ofpra).

Contrairement aux idées reçues, la France reste un pays où l'intégration des immigrés est une réalité : globalement, 55 % des descendants d'immigrés (ou immigrés arrivés avant 6 ans) sont aujourd'hui bacheliers (62 % pour la moyenne nationale). Des indicateurs indirects d'intégration peuvent se lire ailleurs, comme dans les mariages mixtes qui concernent 67 % des fils de migrants et 62 % des filles³. Cependant, des dis-

À cette même époque, le nombre total de réfugiés séjournant en France s'élève à 200 000 environ (Office français de protection des réfugiés et apatrides, Ofpra).

1. Le solde des naissances sur les décès. Source : François Héran, Ined. 2. Tous ces chiffres sont publiés par l'Insee, *Enquête annuelle de recensement de 2013*. 3. Insee-Ined, enquête *Trajectoires et origines*.

REPÉRAGE

criminations avérées touchant les migrants et leurs descendants menacent la cohésion nationale et mettent en échec le projet républicain. Le défenseur des droits⁴ a ainsi indiqué dans son rapport que le traitement réservé aux étrangers est un marqueur des inégalités persistantes en France et que les réfugiés sont en première ligne des difficultés d'accès aux droits. La France est le seul pays d'Europe à disposer d'un Musée national consacré à l'histoire de l'immigration, mais cette institution n'a été officiellement inaugurée par François Hollande qu'en décembre 2014, soit sept ans après son ouverture au public. Comme si « *la reconnaissance de la place des immigrés dans l'histoire de France* » posait encore problème..

Culture et intégration : une relation qui fait question

À la différence de beaucoup de ses voisins européens, la France a entrepris de contrôler les flux migratoires dès la fin des années 1970. De plus, elle a mis en place des dispositifs pour l'intégration culturelle des migrants dès les années 1980 (rapport Gaspard, création de la direction de la culture du Fonds d'action sociale, FAS, de l'Agence pour le développement des relations interculturelles, Adri). La politique culturelle en direction des migrants a été formalisée par le Haut Conseil à l'intégration (HCI), dont la création avait été décidée en 1989 par Michel Rocard. Pour la première fois, le HCI reconnaissait la diversité culturelle de notre pays tout en posant le principe de favoriser la culture commune plutôt que les différences. L'intégration est dès lors conçue⁵ comme un processus interactif entre les migrants et la société d'accueil, dans le respect

des valeurs de la République (laïcité, égalité), dont chacun doit sortir enrichi.

Après les élections de 2002, la France s'est efforcée de relancer la politique d'intégration. 54 mesures sont annoncées par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dont la création du contrat d'accueil et d'intégration (CAI), le lancement à partir de 2005 des Programmes régionaux pour l'intégration des populations immigrées (PRIPI) et surtout le lancement de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, devenue Musée national de l'histoire de l'immigration, destinée à reconnaître la place des immigrés dans l'histoire de France et à changer les regards sur l'immigration. En 2013, Jean-Marc Ayrault a souhaité relancer ce processus, mais la feuille de route du gouvernement a finalement fixé des ambitions modestes en donnant la priorité à l'inclusion sociale et économique et à l'apprentissage du français. La politique de l'État est complétée par de nombreuses initiatives locales, dont certaines sont fortement axées sur la dimension culturelle.

Par tradition, la France accueille régulièrement des migrants et des réfugiés. Si elle semble peu encline à accueillir de grandes quantités de réfugiés de manière exceptionnelle, en revanche, elle accueille un flux régulier de migrants avec des règles fondées sur le droit plus que sur l'exception⁶. La France a reçu peu de demandeurs d'asile de Syrie et d'Irak en proportion en 2015. Cependant, la demande d'asile est en hausse sensible en France au cours de l'année 2015 (+23 % pour les demandes déposées à l'Ofpra et +37 % pour les demandes déposées en préfecture), avec une progression concentrée sur la dernière partie de l'année. On estime que 2,5 millions de réfugiés sont aux portes de l'Eu-

4. « Les droits fondamentaux des étrangers en France », rapport rendu public lundi 9 mai 2016 par le défenseur des droits, Jacques Toubon. 5. Haut Conseil à l'intégration, *Rapport sur l'intégration culturelle des immigrés*, Paris, Haut Conseil à l'intégration, 1995. 6. François Héran, « L'Allemagne a compris tard qu'elle était un grand pays d'immigration », <http://www.lemonde.fr/envoyer-par-email/article/2015/09/17/4761401.html#Fo6T1mY4KVCz48F1.99>, consulté le 26 janvier 2017.

rope. Il convient donc d'apporter des réponses non seulement dans l'urgence, mais aussi dans la durée.

Depuis la disparition de l'ancien FAS, il n'y a plus de dispositif national dans le domaine de la politique d'intégration culturelle des migrants, ou dans celui du « dialogue interculturel », expression qui n'est plus employée dans les politiques publiques en France depuis le début des années 1990, alors que ce terme figure explicitement dans la convention de l'Unesco sur la diversité culturelle et dans les priorités du programme culturel à moyen terme de l'Union européenne (priorité D du programme Europe Créative).

Une mission d'animation et de coordination de la dimension culturelle de la politique d'accueil des migrants

Alors que l'Europe tout entière découvrait, au cours de l'été 2015, l'ampleur et le drame de l'exil de centaines de milliers de civils d'Irak et de Syrie fuyant la guerre et les atrocités, le gouvernement français s'organisait pour faire face au mieux à l'urgence de l'accueil de ces populations dans les meilleures conditions possibles. Le 7 septembre, le président de la République annonçait en conférence de presse que la France allait accueillir des réfugiés. Le même jour, le ministre de l'Intérieur indiquait qu'un « *processus interministériel mobilisant tous les ministres concernés est en cours afin de dégager les moyens administratifs et budgétaires nécessaires pour relever le défi humanitaire qui se présente à notre pays et plus largement à l'Union européenne* ». La ministre de la Culture et de la Communication, Fleur Pellerin, décidait simultanément d'organiser une journée de mobilisation en solidarité avec les réfugiés le 12 septembre au Musée natio-

nal de l'histoire de l'immigration situé au Palais de la Porte Dorée. À cette occasion, elle décidait de me confier une mission⁷ relative à « *l'animation et à la coordination de la dimension culturelle de la politique d'accueil des migrants* ». Dès décembre 2015, il a été proposé d'organiser ce programme de travail selon trois cercles concentriques, qui ont été explorés simultanément. Il s'agissait d'examiner la politique d'accueil des réfugiés mise en place par le gouvernement à partir de septembre 2015, dans sa dimension culturelle mais aussi linguistique, et d'élaborer des préconisations pratiques. Cette mission devait conduire à une réflexion plus large sur la manière dont la culture pourrait être mieux mise au service des politiques d'accueil des migrants en général. Enfin, la culture et la langue comme vecteurs d'un sentiment d'appartenance mieux partagé ne peuvent se comprendre que dans la mesure où un travail réciproque est engagé vers la société dans son ensemble pour contribuer à changer les regards et combattre les stéréotypes et la xénophobie.

Cette mission, qui a été confirmée et précisée par Audrey Azoulay en avril 2016, a notamment pour objectif de repérer les bonnes pratiques dans le champ culturel et de formuler des préconisations pour accentuer la mobilisation des acteurs culturels. Il a été expressément convenu que la mission n'avait pas pour seul objet la « crise » et l'accueil des demandeurs d'asile, mais devait plus généralement et à plus long terme poser la question du rôle de la culture et des arts dans les processus d'accueil et d'intégration des migrants et dans le changement des représentations sur l'immigration.

Les attentats de l'automne 2015 et de l'été 2016, mais aussi le climat général qui ne porte pas à l'ouverture (Brexit, repli identitaire, perspective électorale en France) doivent plus que jamais nous interroger sur la place de la culture dans l'effort de cohésion nationale, et en particulier face au défi que pose la crise des migrants dans l'Europe.

7. Définie par lettre de mission de la ministre de la Culture et de la communication en date du 30 novembre.

Les attentats de l'automne 2015 et de l'été 2016, mais aussi le climat général qui ne porte pas à l'ouverture (Brexit, repli identitaire, perspective électorale en France) doivent plus que jamais nous interroger sur la place de la culture dans l'effort de cohésion nationale, et en particulier face au défi que pose la crise des migrants dans l'Europe. Cette réflexion doit s'organiser non pas conjoncturellement, mais à long terme, car ces questions ne vont pas disparaître dans les mois à venir, pas plus que les enjeux migratoires. De plus, la question de l'accueil des migrants et de leur intégration ultérieure dans la société française est un sujet qui clive fortement l'opinion publique et qui pourrait même constituer un véritable détonateur mettant en péril non seulement le pacte républicain, mais aussi la construction européenne.

À l'automne 2016, un an après la mobilisation en faveur de l'accueil des réfugiés, il est évident que la question de la place de la culture dans le projet républicain est à l'ordre du jour au sein du ministère. Les opérateurs culturels ont en effet une responsabilité dans l'élaboration de ce qu'on nomme communément la « culture commune ». Celle-ci n'est pas du tout selon moi une essence, un socle identitaire. Elle est certes un héritage, divers et complexe, mais surtout une construction permanente, dans laquelle cette diversité et cette complexité doivent trouver toute leur place. La culture est aussi le vecteur des valeurs qui fondent la République et elle contribue à construire le sentiment d'appartenance à une société commune. Cette aspiration à des valeurs partagées est également un puissant enjeu européen, elle figure d'ailleurs explicitement dans le traité de Lisbonne, qui a précisé les valeurs de l'Union, à savoir le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'État de droit, le respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont dites communes aux États

membres dans une société « *caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes* ».

La mobilisation des artistes et des opérateurs culturels.

Sans attendre une feuille de route ou des directives, un certain nombre d'établissements culturels et d'artistes se sont mobilisés depuis plusieurs années et ont, pour beaucoup, un vrai désir de participer plus efficacement à l'accueil culturel des migrants, tout en se plaignant de ne pas avoir d'interlocuteur et de ne pas savoir à qui s'adresser.

Beaucoup d'opérateurs culturels ont également fait état du besoin de repérage et de valorisation des pratiques et des projets dans ce domaine. Les acteurs de terrain se plaignent généralement d'un manque de reconnaissance, de soutien, voire de légitimité. Ils n'ont pas une vision claire de la politique du ministère de la Culture dans ce domaine.

Au sein du ministère, il existe des synergies entre l'objet de la mission et d'autres initiatives prises par le ministère de la Culture et de la communication. Le réseau « vivre ensemble » qui a été créé en 2003 regroupe principalement les responsables des publics du « champ social » des établissements culturels. Ce réseau aux habitudes de travail bien ancrées mériterait d'être fortement dynamisé et étendu à l'extérieur de l'Île-de-France. Par ailleurs, le collège de la diversité, créé par Fleur Pellerin, vise à mettre en œuvre la diversité au sein du ministère de la Culture. Les réflexions conduites sous la direction de Karine Gloanec Maurin croisent très largement celles de la mission. De même, la mission « musées du XXI^e siècle » animée par Jacqueline Eidemann doit rendre un rapport début 2017. La question de

la fonction citoyenne des musées y est largement abordée. Enfin, le réseau « Culture et citoyenneté » évoqué dans la lettre de mission avait été créé sur la base du volontariat après les attentats de janvier 2015. Il semble ne jamais avoir réellement fonctionné, faute probablement d'une dynamique d'animation insufflée par l'administration centrale.

Certains opérateurs culturels ont utilisé les relais associatifs plutôt que les relais administratifs pour proposer des actions en direction des migrants. Il s'agit en particulier des réseaux caritatifs et humanitaires (France Terre d'asile, Emmaüs, etc.) qui ne sont pas au départ enclins à proposer des activités culturelles, mais qui sont de plus en plus disposés à agir avec des établissements culturels..

Un thème de travail inscrit dans l'agenda européen

Parallèlement à la mission mise en place au ministère de la Culture et de la communication, un groupe de travail (MOC) a été constitué dans le cadre du programme de travail culture 2015-2018 du Conseil européen, priorité D : « promotion de la diversité culturelle ». Son mandat est le suivant : « *dans le contexte de la crise des migrants et des réfugiés, explorer les voies par lesquelles la culture et les arts peuvent contribuer au rapprochement des individus et des peuples, augmenter leur participation à la vie culturelle et à la société, ainsi que promouvoir le dialogue interculturel et la diversité culturelle* ».

De fait, il existe une grande convergence entre la mission qui m'a été confiée par le ministère de la Culture et de la communication et le mandat du groupe de travail européen pour lequel ce ministère m'a désigné comme représentant.

La mise en place du groupe de travail européen et l'inscription de ce thème dans l'agenda de travail

du programme de travail « Europe créative » a permis de donner une nouvelle visibilité à la problématique de la mission, y compris au sein du ministère de la Culture et de la communication. Le groupe de travail a notamment répertorié un catalogue de bonnes pratiques au niveau Européen et a rédigé un rapport qui sera publié par la DG-Culture début 2017.

Dans le cadre de cet article, je souhaite communiquer les premiers résultats des actions de repérage et de réflexion menées au cours de ma mission : le repérage des dispositifs culturels susceptibles d'être intégrés à un parcours d'accueil des migrants, de façon à rendre la culture et les arts plus présents dans l'organisation de l'accueil ; l'examen de la situation de l'accueil des artistes, dans le cadre du droit d'asile ; les actions qui contribuent à changer les représentations de l'immigration en France. Chaque axe est accompagné de l'évocation d'une autre approche particulièrement emblématique qui a été présentée et discutée dans le cadre du groupe de travail européen pour montrer comment ces projets sont mis en œuvre dans un autre pays européen.

Mettre en place des actions en direction des réfugiés

Sous le vocable générique de « réfugiés » employé par les médias, il convient de considérer l'ensemble des populations migrantes qui arrivent en France souvent dans l'urgence, sans visa ou titre de séjour, et qui se retrouvent dans la situation de demandeurs d'asile, ou de migrants irréguliers.

Le premier souci du ministère de la Culture est évidemment de faciliter l'accueil en France des artistes, des intellectuels, des journalistes, et plus généralement des professionnels de la culture et des arts qui sont menacés dans leur pays d'origine. Mais ce repérage s'avère une mis-

REPÉRAGE

sion délicate dans la mesure où on observe une méconnaissance réciproque entre les acteurs des politiques culturelles et les administrations en charge de l'accueil et de l'intégration des migrants.

Du côté du ministère de l'Intérieur, la procédure de demande d'asile est « aveugle » aux profils des migrants ; ce ne sont pas les critères. Le directeur de l'Asile au ministère de l'Intérieur reconnaît que la France n'est pas la meilleure élève dans ce domaine et que certains pays sont mieux organisés pour accueillir les talents intellectuels et artistiques. Selon lui, la procédure du « passeport talents » mise en place en 2016 permettra d'apporter une réponse en amont et lui semble plus adaptée que la simple demande d'asile. Cependant, cette dernière reste souvent la seule possibilité pour les professionnels de la culture qui ne sont pas des « stars » et qui ont souvent fui leur pays pour éviter la guerre (interprètes, artisans d'art, technicien du spectacle, conférenciers, etc.).

Vis-à-vis de ces populations, certaines initiatives repérées devraient faire l'objet d'un suivi tout particulier. La Maison des journalistes fait un travail remarquable sur l'accueil à Paris des journalistes persécutés. Un protocole a été signé avec le ministère de la Culture et de la communication et la Protection judiciaire de la jeunesse pour organiser des témoignages de réfugiés auprès des jeunes.

Le Musée du Louvre, comme d'autres musées, a introduit la gratuité pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. Le service de la démocratisation culturelle accueille des groupes de réfugiés encadrés par des conférenciers réfugiés syriens ou irakiens. L'établissement travaille en lien avec des associations.

La Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Pompidou accueille les réfugiés depuis

2010 et propose, outre les incitations à l'autoformation en français langue étrangère (300 méthodes disponibles), des ateliers de conversation le vendredi matin et un accompagnement à l'insertion et information sur les droits.

Plusieurs opérateurs culturels ont lancé des projets artistiques en lien avec les migrants, c'est le cas notamment de l'Orchestre de chambre de Paris (OCP), avec son projet « chansons migrantes ». Ce projet me semble assez emblématique, car il associe à la fois les migrants eux-mêmes, des écoles, le réseau associatif et des professionnels et artistes reconnus. Il s'agit d'un projet de composition musicale participative réalisé avec des structures d'accueil des migrants et des établissements scolaires du premier/second cycle situés dans les quartiers du Nord-Est de la métropole. Il est porté par l'OCP et s'appuie sur un jeune compositeur, Pierre-Yves Macé, et la participation d'un chœur, les « Cris de Paris ».

En ce qui concerne les étudiants, l'Association nationale des écoles supérieures d'art (ANDEA) a saisi dès 2015 les préfets pour proposer l'accueil de réfugiés dans les Écoles d'art membres⁸.

Ce qui manque en France, ce n'est pas la bonne volonté des acteurs de terrain, mais un signal politique et aussi un maillage, quasi inexistant aujourd'hui, entre les associations en lien avec les réfugiés, les administrations concernées, et les opérateurs de la culture. Cet outil de « mise en relation » existe, par exemple, en Allemagne. Coproduit par un réseau de théâtre, ITI⁹ Deutschland et par l'organisation allemande des beaux-arts, ICBK¹⁰, ce site Internet a été élaboré pour favoriser l'accueil et l'intégration des artistes réfugiés en Allemagne. Il s'adresse à la fois aux artistes migrants et aux professionnels des arts et de la culture désireux de travailler avec les réfugiés. C'est une initiative qui pourrait très bien être transposée en France¹¹.

8. Voir : http://www.andea.fr/doc_root/ressources/communiqués-andea/563c7593bfc1b_courrier-prn-fets-rn-fugin-s-andea.pdf

9. International Theatre Institute, réseau mondial des arts de la scène, créé par l'Unesco en 1948

(voir : <http://www.iti-worldwide.org/fr/index.html>). 10. Die Internationale Gesellschaft der Bildenden Künste (IGBK)

(voir : <http://igbk.de/wir-ueber-uns/>). 11. Voir : <http://touring-artists.info/willkommen.html?&L=1>

Développer le volet culturel de l'accueil des migrants

Ce deuxième axe ne concerne pas uniquement les demandeurs d'asile, mais les migrants en général, c'est-à-dire l'ensemble des étrangers qui s'installent en France de manière durable¹². Il est rappelé que le migrant régulier, comme le demandeur d'asile qui a obtenu le statut de réfugié, bénéficie d'un parcours d'accueil et d'intégration qui est réalisé par l'opérateur national Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII). La Loi du 7 mars 2016 instaure notamment un « contrat d'intégration républicaine » qui remplace l'ancien contrat d'accueil et d'intégration (CAI). La question culturelle est bien présente dans les référentiels des nouveaux contrats d'intégration républicaine, mais il serait cependant possible d'aller beaucoup plus loin, en offrant aux primo arrivants un véritable « passeport » pour la culture de leur pays d'accueil. Il faut ainsi signaler l'exemple de l'Italie qui a ajouté un volet « culture » dans le portail national qui a été constitué sur l'intégration des migrants¹³. Ces ressources sont élaborées en relation avec le ministère de la Culture italien et proposent notamment des exemples de bonnes pratiques.

La Commission européenne a inscrit le dialogue interculturel parmi ses priorités à moyen terme (voir notamment le rapport de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de 2014 à ce sujet). Cependant, cette approche est rarement revendiquée en France. En particulier, s'agissant des migrants, tout se passe comme si ces populations n'avaient pas de culture et devaient, par l'apprentissage du français notamment, acquérir « nos » valeurs culturelles. Sans défendre une approche multiculturaliste, il s'agit de bien rappeler que toute démarche d'intégration culturelle nécessite une « *interaction souhaitable* » (HCI,

1995), une « *dynamique inclusive* » (CE, 2014), qui transforme tant les populations migrantes que la société d'accueil.

Une bonne compréhension de ce que sont la culture française et ses valeurs doit plutôt passer par des incitations que par un parcours obligé. Créer le désir et l'envie d'aller vers la culture et de comprendre les valeurs qui fondent le vivre ensemble suppose une démarche participative, ce qu'on nomme à Bruxelles l'« *empowerment* » (autonomisation) des populations. Cette démarche devrait être mise en place dès l'arrivée sur le territoire, que ce soit dans le cas d'une demande d'asile ou d'immigration régulière..

Contribuer à changer le regard de la société française

On ne peut réussir le volet culturel de l'intégration des migrants et « faire société commune » que si l'on agit également sur les stéréotypes et les représentations présents dans la société française. Plus généralement, il faut s'interroger sur la fonction de la culture dans la création du sentiment d'appartenance et dans les mécanismes identitaires. En ce domaine, les médias ont un rôle essentiel à jouer et le ministère de la Culture et de la communication devrait mobiliser le service public de l'audiovisuel.

L'accueil et l'intégration des migrants passent par un travail sur les imaginaires et les représentations qui doit s'effectuer sur l'ensemble de la société. Dans ce domaine, la France a toujours défendu un « modèle d'intégration » original, fondé davantage sur le développement d'une culture commune que sur le respect des communautarismes. Elle a encouragé, dès les années 1990, les émergences culturelles issues du métissage des cultures et certaines expressions culturelles liées à l'histoire de l'immigration (notamment dans le cinéma par exemple avec la commission créée il y a plus de vingt ans).

¹². Le terme « migrants » désigne ici les immigrés (au sens de l'Insee) primo-arrivants en France, répartis habituellement en quatre catégories : les migrants pour raison familiale, les étudiants étrangers, les travailleurs immigrés, les réfugiés. ¹³. Voir : <http://www.integrazionemigranti.gov.it/Aretematiche/AreaCultura/Pagine/default.aspx>

REPÉRAGE

Mais la reconnaissance de la place de l'immigration dans l'histoire de France repose surtout sur la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration en 2007, devenue le Musée national de l'histoire de l'immigration, institution destinée, à l'instar de son modèle américain, le musée d'Ellis Island, à créer une fierté pour tous les migrants qui ont construit la Nation depuis deux siècles. Ce type d'approche est encore peu développé en Europe, où ce musée n'a pas d'équivalent. Après les attentats de 2015 et 2016, il conviendrait de réaffirmer fortement les valeurs de la culture comme rempart à la barbarie et comme élément d'un projet de civilisation. Mais cette volonté politique ne doit pas rester une simple posture intellectuelle ou accompagner un repli frileux sur les frontières nationales.

Des initiatives nombreuses ont été développées dans le secteur audiovisuel. Par exemple, France Médias Monde a lancé une initiative à destination des migrants dans le cadre d'un projet européen (en partenariat avec Deutsche Welle et l'ANSA en Italie). Le but de ce portail d'information, intitulé « Migrations Information Portal » (MIP, financé par Bruxelles), serait de proposer, à destination du public des réfugiés et des migrants, des contenus d'actualité sur leurs pays d'origine et les pays d'accueil, des échanges d'expériences, des cours de langue en ligne (français ou allemand), et enfin le renvoi vers des sites institutionnels d'info-service spécialisés (annuaire de liens utiles), tels que, par exemple, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Le Centre national du cinéma (CNC) développe depuis de nombreuses années des actions en faveur de la promotion de la diversité culturelle, dont certaines ont été récemment reconfigurées pour s'ouvrir à la question des réfugiés. Il s'agit notamment des programmes « cinéma solidaire », « passeurs d'images » et du fonds « image de la diversité » qui étaient dans le passé gérés par le FAS.

En conclusion

Après les attentats, les tentations sont grandes de fermer les frontières et de tolérer des attitudes de xénophobie ou des discriminations à l'égard des personnes d'origine étrangère.

Le travail sur les représentations et sur l'histoire doit être amplifié. Il me semble que les professionnels de la culture et les artistes ont une responsabilité particulière pour mettre en avant des valeurs communes et pour créer des espaces possibles de rencontre et d'apaisement. Au moment où triomphent les populismes ici et outre-Atlantique, l'Europe doit inventer les conditions d'une société plus juste et plus fraternelle, dans laquelle la reconnaissance des droits culturels et la mise en avant d'une vision culturelle de l'Europe doivent trouver leur place.

Les politiques publiques se doivent d'identifier les leviers d'action concrets et les pratiques à développer dans le secteur culturel, par exemple dans les domaines suivants : la reconnaissance de la diversité culturelle, la démocratisation culturelle, la culture au service du lien social et de la lutte contre toutes les formes de repli identitaire ou nationaliste, la question du métissage culturel et du rôle des artistes comme passeurs de cultures. Une attention particulière devrait également être portée aux pratiques numériques, qui sont une arme contre l'obscurantisme autant qu'une menace. Plus généralement, il conviendrait de mieux valoriser et faire connaître les actions du ministère de la Culture et de la communication, des collectivités locales et des acteurs culturels dans ce domaine.

Face aux tensions qui traversent notre pays, les migrants peuvent apparaître comme des catalyseurs, mais aussi comme des révélateurs des processus de discrimination relatifs à l'accès à la culture, mais aussi à l'exercice des droits culturels.

L'impératif de la cohésion nationale nécessite un savant dosage entre les valeurs qui permettent de faire société commune et l'acceptation de la réalité de la diversité culturelle. Ce dosage reste délicat de manière générale, on pense en particulier aux États ayant de fortes traditions régionales ou des minorités ethniques ou linguistiques. Mais l'équilibre devient d'autant plus périlleux quand il s'agit des migrants tant le sujet est vécu comme éminemment explosif.

Les immigrés, comme l'a si souvent écrit Abdelmalek Sayad, doivent perpétuellement se justifier dans une société d'accueil qui a tendance à considérer leur présence comme temporaire. L'invisibilité des migrants dans l'espace culturel est également entretenue par les expressions culturelles dominantes et par le récit national... Pourtant, en France particulièrement, comme aux États-Unis, les étrangers ont contribué depuis deux siècles à l'histoire nationale, que ce soit durant les guerres, dans les secteurs économiques ou bien encore dans la sphère des arts et de la culture. Mais à force de vouloir éluder la réalité de la question migratoire, on risque de tout perdre. ■

Bibliographie

Luc Gruson, « Le musée face à la société : la demande sociale doit-elle perturber la politique de l'offre ? L'expérience du Musée national de l'histoire de l'immigration », *2e rencontres scientifiques internationales du Mucem*, 5-7 décembre 2013, <http://www.mucem.org/fr/edition/exposer-sexposer-de-quoi-le-musee-est-il-le-contemporain>

Luc Gruson, « La Cité nationale de l'histoire de l'immigration, un bilan, des perspectives », Conférence à l'université de Lille-3, in *Nouvelles d'Archimède*, n° 57, université de Lille, 2011.

Luc Gruson, « Immigration et diversité culturelle : 30 ans d'intégration culturelle des immigrés en France », contribution pour le colloque de clôture de l'année européenne du dialogue interculturel (Centre Pompidou, octobre 2008. Actes : *Le dialogue interculturel en Europe. Nouvelles perspectives*, Grenoble, Éditions de l'OPC, 2009).